



Assemblée générale

Distr. générale
30 juillet 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-huitième session
Point 107 de l'ordre du jour
Prévention du crime et justice pénale

Assistance technique en vue de l'application des conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Établi en application de la résolution [78/226](#) de l'Assemblée générale, le présent rapport rend compte des activités menées du 1^{er} janvier au 30 juin 2024 par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour aider les États Membres à devenir parties aux conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme et à les appliquer, ainsi qu'à mettre en œuvre les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies. Les activités entreprises par l'Office au cours de l'année 2023 ont fait l'objet du rapport [E/CN.15/2024/6](#). Le présent rapport décrit les principaux résultats obtenus par l'Office dans le cadre de l'assistance technique qu'il fournit sur les aspects de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent conduisant au terrorisme qui touchent au droit, à la prévention du crime et à la justice pénale, tout en faisant face à des problèmes nouveaux et aux évolutions des besoins des États Membres. Il met aussi en évidence les activités menées pour promouvoir une approche axée sur l'être humain de l'action visant à prévenir et combattre le terrorisme, notamment en renforçant la résilience. Le rapport se termine par une série de conclusions destinées à être soumises à l'Assemblée générale.



I. Introduction

1. Aux fins de la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, il est essentiel de prévenir et combattre le terrorisme, et d'éliminer les conditions qui le favorisent. En appuyant la mise en place de systèmes de justice pénale solides et responsables, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) contribue à la réalisation de plusieurs objectifs de développement durable : le n° 5 (Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles), le n° 11 (Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables), le n° 17 (Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser) et plus particulièrement le n° 16 (Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous).

2. L'ONUDC a notamment pour mandat de fournir aux pays, à leur demande, une assistance technique sur les aspects normatifs, politiques, stratégiques, institutionnels et opérationnels de la prévention du terrorisme et de l'extrémisme pouvant conduire au terrorisme, et de la lutte contre ces phénomènes. Dans ses résolutions [78/226](#), sur l'assistance technique fournie par l'ONUDC dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, et [78/229](#), sur le renforcement du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, surtout de ses capacités de coopération technique, l'Assemblée générale a réaffirmé que le mandat de l'ONUDC consistait à fournir aux États Membres une assistance concernant : l'adhésion aux instruments juridiques internationaux relatifs à la lutte contre le terrorisme et la bonne application de ces instruments ; la coopération juridique et judiciaire internationale contre le terrorisme, y compris dans le cadre des affaires pénales relatives aux combattants terroristes étrangers ; la lutte contre les attaques terroristes fondées sur la xénophobie, le racisme et d'autres formes d'intolérance, ou commises au nom de la religion ou des convictions ; la collecte, l'analyse, la préservation, la conservation, l'utilisation et l'échange de preuves électroniques et criminalistiques aux fins des enquêtes et des poursuites relatives au terrorisme et aux infractions connexes ; l'entraide judiciaire ; l'amélioration de la collecte, du traitement, de la préservation, de l'admissibilité, de l'échange et de l'utilisation des informations et preuves pertinentes, y compris les preuves numériques ; le renforcement de l'état de droit ; le recueil, l'enregistrement et l'échange de données biométriques ; la lutte contre la menace que représentent les combattants terroristes étrangers, y compris ceux qui rentrent dans leur pays ou se réinstallent ; l'intégration systématique de la promotion et de la protection des droits humains et des libertés fondamentales ; la lutte contre les liens potentiels, existants ou de plus en plus marqués dans certains cas entre la criminalité organisée, les activités illicites liées à la drogue ou autres, la fraude, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ; les mesures de lutte contre le financement du terrorisme ; les liens entre criminalité transnationale organisée et terrorisme ; les mesures pénales ainsi que les stratégies de réduction du risque d'attaques terroristes contre des infrastructures critiques ; le cadre juridique international de lutte contre le terrorisme chimique, biologique, radiologique et nucléaire ; les programmes destinés aux victimes du terrorisme ; la prise en compte des questions de genre dans les mesures de justice pénale prises face au terrorisme ; la prévention de l'implication d'enfants dans des groupes armés et des groupes terroristes ; la réadaptation et la réintégration efficaces des enfants qui ont été associés à ces groupes ; la conformité au droit international du traitement réservé aux enfants soupçonnés, accusés ou reconnus coupables d'avoir enfreint la loi, en particulier s'ils ont été privés de leur liberté, ainsi qu'aux enfants qui ont été victimes ou témoins d'infractions.

3. L'Assemblée générale, dans sa résolution [77/298](#), sur le huitième examen de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, a demandé à l'ONUDC de développer encore ses prestations techniques aux États Membres qui en faisaient la demande, en vue du renforcement de leurs capacités pour qu'ils puissent devenir

parties aux instruments juridiques internationaux relatifs à la prévention et à la répression du terrorisme et les mettre en œuvre, ainsi que les résolutions de l'Organisation des Nations Unies sur la question, notamment par des programmes ciblés et des activités de formation répondant à la demande des fonctionnaires des services de détection et de répression et de la justice pénale et visant à leur donner des moyens plus efficaces de prévenir les actes de terrorisme, d'enquêter sur ces derniers et de poursuivre leurs auteurs. Dans cette même résolution, l'Assemblée a pris note du lancement du nouveau programme mondial de l'ONUDC visant à prévenir et à combattre le terrorisme.

4. Les travaux de l'ONUDC sont aussi guidés par des résolutions du Conseil de sécurité, notamment les suivantes : la résolution 1267 (1999) et celles sur les menaces à la paix et à la sécurité internationales [résolution 1373 (2001)] ; le gel des avoirs et le régime de sanctions contre le terrorisme [résolution 2662 (2022)] ; la non-prolifération des armes de destruction massive par des acteurs non étatiques [résolution 1540 (2004)] et les résolutions connexes plus récentes ; les menaces contre la paix et la sécurité internationales et l'action à mener pour prévenir et combattre le financement du terrorisme [résolutions 2462 et 2482 (2019)] ; les femmes et la paix et la sécurité et les violences sexuelles en période de conflit [résolution 2467 (2019)] ; les enfants et les conflits armés [résolution 2427 (2018)] ; les menaces terroristes qui planent sur les infrastructures critiques [résolution 2341 (2017)] ; la destruction du patrimoine culturel et la contrebande de biens culturels par des groupes terroristes lors de conflits armés [résolution 2347 (2017)] ; la lutte contre les discours terroristes [résolution 2354 (2017)] ; la nécessité d'empêcher les terroristes d'acquérir des armes [résolution 2370 (2017)] ; le retour et la réinstallation des combattants terroristes dans leur pays d'origine ou de nationalité ou dans des pays tiers [résolution 2396 (2017)] ; et la traite d'êtres humains dans les zones touchées par un conflit armé [résolution 2388 (2017)]. En outre, l'Office est chargé, par l'intermédiaire du Forum de l'océan Indien sur la criminalité maritime, de travailler avec la Somalie et les pays concernés pour élaborer des stratégies propres à perturber le trafic de charbon de bois et d'autres marchandises qui servent à financer Al-Shabaab [résolution 2662 (2022)].

5. Le présent rapport couvre les principales activités entreprises par l'ONUDC du 1^{er} janvier au 30 juin 2024. Pendant la période considérée, l'ONUDC a aidé les États Membres qui en faisaient la demande à prévenir et combattre le terrorisme conformément à la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies (résolution 60/288 de l'Assemblée générale) et aux résolutions adoptées dans ce domaine. L'assistance fournie par l'Office visait en premier lieu à aider les États Membres à adhérer au cadre juridique international de lutte contre le terrorisme et à en assurer l'application effective ainsi qu'à élaborer et mettre en œuvre des mesures de prévention du terrorisme fondées sur l'état de droit et les droits humains, en renforçant les capacités des institutions et des fonctionnaires des services de justice pénale pour leur permettre de prévenir et combattre efficacement le terrorisme.

II. Fourniture d'une assistance technique

A. Mesures de répression pénale du terrorisme

6. Depuis 2003, conformément à son mandat, l'ONUDC aide les États Membres à élaborer des mesures de répression pénale du terrorisme dans tout un ensemble de domaines thématiques en les conseillant au sujet des normes et en renforçant leurs capacités. Il s'est efforcé de veiller à ce que les droits humains et l'état de droit soient bien pris en compte dans l'ensemble de ces mesures. En outre, l'ONUDC collabore avec les gouvernements afin de les aider à lutter contre les stéréotypes, mettre en œuvre des politiques éclairées, combattre la violence fondée sur le genre et promouvoir la participation des femmes à des fonctions de direction dans la lutte contre le terrorisme.

7. Le programme de prévention du terrorisme de l'ONUDC est mis en œuvre par son service de la prévention du terrorisme et par l'intermédiaire des programmes et des membres du personnel basés à son siège et dans son réseau de bureaux extérieurs.

1. Promotion d'instruments juridiques et fourniture d'une assistance législative

8. L'ONUDC a continué de promouvoir l'adhésion aux 19 instruments juridiques internationaux de lutte contre le terrorisme en aidant les États Membres, dans le cadre de son assistance législative, à devenir parties à ces instruments et à en transposer les dispositions dans le droit national.

9. L'ONUDC a continué à développer ses connaissances spécialisées sur le cadre juridique international de lutte contre le terrorisme chimique, biologique, radiologique et nucléaire établi par les instruments juridiques internationaux pertinents, et à aider les États Membres qui en faisaient la demande à prévenir et combattre ces formes de terrorisme. En outre, l'Office s'est employé à promouvoir l'universalisation et la mise en œuvre effective du cadre juridique international de lutte contre le terrorisme nucléaire et radiologique dans le cadre de deux grands projets. L'un de ces projets visait à renforcer la lutte mondiale contre le terrorisme chimique, biologique, radiologique ou nucléaire en promouvant les cadres juridiques internationaux relatifs à la sécurité nucléaire, à savoir la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire et la Convention sur la protection physique des matières nucléaires ainsi que son amendement de 2005. L'autre projet était axé sur la promotion de la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire.

10. L'ONUDC a œuvré en faveur de la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire en lançant plusieurs discussions virtuelles et une série de webinaires sur le sujet, ainsi qu'en menant des activités de sensibilisation en Bulgarie, en Équateur, au Népal et à Sao Tomé-et-Principe, en vue d'encourager ces pays à envisager de devenir parties. Le 18 février, à la suite des activités de sensibilisation et d'assistance de l'Office, les Palaos sont devenus le 124^e État partie à la Convention.

11. Lors de la Conférence internationale sur la sécurité nucléaire organisée par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'ONUDC a mis en service un référentiel des législations nationales appliquant les dispositions relatives à la criminalisation de la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire et de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires ainsi que de son amendement de 2005. Ce référentiel met en lumière la nécessité d'adhérer à ces trois instruments et d'appliquer efficacement leurs dispositions.

12. L'ONUDC a travaillé avec tout un ensemble de partenaires dans le domaine de la prévention du terrorisme chimique, biologique, radiologique ou nucléaire. Il a apporté sa contribution à un atelier régional de l'AIEA sur la coordination de la mise en œuvre des plans intégrés d'appui en matière de sécurité nucléaire, qui s'est tenu en Australie, et organisé, conjointement avec l'Agence, le deuxième séminaire AIEA-ONUDC visant à promouvoir l'universalisation de l'Amendement à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et de la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire. Cette manifestation a réuni 64 personnes de 40 pays représentant un large éventail d'institutions, notamment des ministères des affaires étrangères, de la justice et de l'intérieur, des instances judiciaires, des parlements et des autorités de réglementation nucléaire.

13. L'ONUDC a également apporté sa contribution dans le cadre d'un webinaire organisé en Afrique par l'African Center for Science and International Security, qui visait à promouvoir l'adhésion aux instruments de lutte contre le terrorisme nucléaire ; d'un webinaire sur le rôle des exploitants nucléaires dans l'application de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et de son amendement de 2005, organisé par le World Institute for Nuclear Security ; d'un atelier de formation sur la prévention des transferts illicites de produits chimiques,

organisé par l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques ; et d'une manifestation de sensibilisation aux instruments relatifs à la sécurité nucléaire organisée à l'intention des parlementaires par le Centre de Vienne pour le désarmement et la non-prolifération.

14. L'ONUUDC a continué à promouvoir, au niveau interrégional, le cadre juridique international de lutte contre le terrorisme chimique, biologique, radiologique et nucléaire. En coopération avec les États-Unis d'Amérique, la Mongolie, le Viêt Nam et le Bureau de lutte contre le terrorisme, l'Office a organisé une simulation théorique intitulée « Steppe Lotus » dans le cadre du Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. Il s'est également associé aux États-Unis, aux Pays-Bas (Royaume des), à la Roumanie et au Bureau de lutte contre le terrorisme pour organiser une simulation théorique axée sur la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, qui était intitulée « Glowing Tulip 2.0: from crime scene to courtroom ».

15. Afin de promouvoir l'adhésion à la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, l'ONUUDC a participé aux sessions parlementaires nationales sur la sécurité nucléaire et radiologique organisées au Népal, en République-Unie de Tanzanie et au Zimbabwe par l'Action mondiale des parlementaires. En outre, afin de promouvoir l'adhésion aux instruments juridiques internationaux relatifs à la lutte contre le terrorisme chimique, biologique, radiologique ou nucléaire et l'application effective de ces instruments, l'Office a contribué à des ateliers de sensibilisation aux risques liés aux matières chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires organisés au Malawi et à Sao Tomé-et-Principe par le Bureau des affaires de désarmement.

16. Dans l'objectif de promouvoir les synergies entre les instruments internationaux de lutte contre le terrorisme chimique, biologique, radiologique ou nucléaire et la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité, l'ONUUDC a participé à une réunion de coopération entre les responsables de la mise en œuvre de cette résolution, organisée par le Comité interaméricain contre le terrorisme de l'Organisation des États américains, ainsi qu'à un atelier national sur le renforcement de la mise en œuvre de la résolution en Équateur et à un cours de formation organisé par le Bureau des affaires de désarmement à l'intention des points de contact chargés de la résolution dans la région Asie-Pacifique.

17. L'ONUUDC a contribué à un atelier sur le traité de droit aérien international organisé par l'Organisation de l'aviation civile internationale à l'intention des pays européens dans l'objectif de promouvoir l'adhésion à la Convention sur la répression des actes illicites dirigés contre l'aviation civile internationale.

18. L'ONUUDC a également contribué à la réunion plénière 2024 du Groupe de l'Australie en y présentant un exposé sur les instruments internationaux de lutte contre le terrorisme chimique et biologique, leurs synergies avec les travaux du Groupe et les activités de promotion de leur universalisation et de leur application effective menées par l'Office.

19. Par ailleurs, l'ONUUDC a pris part à la Conférence mondiale Geiger 2024 organisée par l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), qui avait pour thème les nouvelles menaces et tendances mondiales de la criminalité impliquant des matières radioactives.

20. L'ONUUDC a continué à entretenir le portail de gestion des connaissances pour la mise en commun de ressources électroniques et de lois contre la criminalité (SHERLOC) en mettant régulièrement à jour les ressources législatives sur la lutte contre le terrorisme. Ce portail fournit des informations sur les efforts nationaux, régionaux et internationaux de lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée, et sert d'outil d'assistance technique et d'information aux responsables, aux praticiennes et praticiens de la justice pénale, au milieu universitaire et aux médias. En 2023, le portail comptait plus de 13 400 entrées législatives et avait été consulté par plus de 390 000 universitaires, fonctionnaires d'organismes publics, de services de détection

et de répression, de systèmes judiciaires et d'organisations internationales ou membres d'organisations non gouvernementales.

21. Pour mieux évaluer et promouvoir l'adhésion au cadre juridique international de lutte contre le terrorisme, l'ONUDC a continué à contribuer activement aux visites d'évaluation de pays menées par la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme. Au cours du premier semestre de 2024, l'Office a contribué à des visites organisées au Kazakhstan, au Malawi et au Monténégro. Par ailleurs, dans le cadre d'une collaboration avec la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme, il a prêté assistance à l'Équateur, qui avait demandé des orientations en matière de lutte contre le terrorisme à la suite d'une visite d'évaluation effectuée dans le pays l'année précédente.

22. Dans le cadre du Programme des Nations Unies de lutte contre les déplacements des terroristes dirigé par le Bureau de lutte contre le terrorisme, l'ONUDC a continué de fournir une assistance législative s'agissant de l'élaboration de cadres normatifs sur les renseignements préalables concernant les voyageurs et les dossiers passagers conformes aux normes en vigueur dans l'aviation civile et aux principes des droits humains. Après avoir reçu une assistance et des conseils législatifs de la part de l'Office, le Ghana a adopté les Directives de l'aviation civile du Ghana (sécurité aérienne), lesquelles régissent la collecte et l'utilisation des données relatives aux passagers. Une assistance technique juridique a également été fournie aux pays suivants : Costa Rica, Côte d'Ivoire, Djibouti, Eswatini, Fidji, Gabon, Géorgie, Guatemala, Iraq, Kirghizistan, Malawi, Mongolie, Namibie, Nigéria, Pakistan, Paraguay, République démocratique du Congo, République de Moldova, Sierra Leone et Suisse.

2. Élaboration de politiques et de stratégies

23. L'ONUDC a organisé une série d'activités, notamment des consultations avec les parties prenantes au niveau gouvernemental, afin d'aider le Gouvernement mozambicain à élaborer une stratégie de lutte contre le terrorisme qui soit conforme à la Stratégie régionale de lutte contre le terrorisme de la Communauté de développement de l'Afrique australe, à la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, au principe de l'état de droit et aux normes internationales en matière de droits humains. Il a ainsi convoqué deux réunions interinstitutions destinées à favoriser la collaboration et la coordination entre les parties prenantes concernées. Ces réunions leur ont permis de mettre en commun leurs meilleures pratiques, de recenser les difficultés qui se posaient et d'élaborer une approche coordonnée pour combattre efficacement le terrorisme dans le pays.

24. Aux Philippines, l'ONUDC et le Bureau de lutte contre le terrorisme ont lancé un projet basé sur les dispositions législatives types qu'ils avaient élaborées avec le concours de l'Union interparlementaire afin de mieux défendre les droits des victimes du terrorisme et de subvenir plus efficacement à leurs besoins. Ce projet doit aider le pays à harmoniser ses cadres législatifs nationaux et à élaborer des plans d'assistance nationaux pour les victimes du terrorisme.

25. L'ONUDC a continué à élaborer plusieurs ressources et outils sur les mesures de répression pénale du terrorisme. Il a par exemple lancé la première étude sur les enfants recrutés et exploités par des terroristes et sur leurs trajectoires dans des contextes de conflit et de non-conflit (*Targeted by terrorists: Child Recruitment, Exploitation and Reintegration in Indonesia, Iraq and Nigeria*¹). Fondée sur des témoignages d'enfants, cette étude montre comment certains aspects des modes opératoires des groupes terroristes et les mesures prises par les États pour les contrecarrer engendrent des risques spécifiques en matière de protection. On peut y trouver une série de recommandations essentielles en rapport avec les politiques et programmes juridiques.

¹ Le rapport complet est disponible en anglais à l'adresse : www.unodc.org.

3. Renforcement des capacités dans le domaine des mesures de répression pénale du terrorisme

a) Afrique

Afrique de l'Ouest

26. L'ONUDC a continué d'apporter son soutien au Nigéria, notamment dans le cadre d'une assistance technique destinée à aider les autorités nationales à collecter, conserver et utiliser efficacement les éléments de preuve matériels et numériques pour faire en sorte que les auteurs de crimes commis par des groupes terroristes, y compris les violences sexuelles et sexistes, répondent de leurs actes.

27. À l'appui des capacités d'enquête sur des infractions graves au Nigéria, l'ONUDC a fait rénover un centre de stockage des éléments de preuve pour les besoins des Centres de commandement de la police de l'État de Borno et de l'État de Gombe.

28. L'ONUDC a également organisé des sessions de formation des formateurs en vue de renforcer les capacités des responsables de la formation des forces de police nigérianes en matière d'enquêtes et d'analyses criminalistiques. En outre, l'Office a fourni un appui aux autorités s'agissant des enquêtes sur les flux financiers illicites liés aux minéraux et des moyens de les contrecarrer en formant plus de 25 représentantes et représentants de l'appareil de justice pénale et des services de détection et de répression.

29. Dans les États d'Adamawa, de Borno et d'Yobe, l'ONUDC a mis en place au niveau fédéral des comités chargés de la protection des enfants contre les violences dans les situations d'insécurité. L'objectif est de renforcer la coordination et les capacités des acteurs gouvernementaux afin qu'ils puissent mettre en œuvre des mesures concrètes visant en premier lieu à protéger, aider, réadapter et réintégrer les enfants victimes de Boko Haram et de la Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique. Ces comités superviseront la mise en œuvre, dans le nord-est du pays, de l'Appel à l'action du Nigéria², qui exprime le fait que les enfants recrutés et exploités par des groupes terroristes doivent être avant tout considérés et traités comme des victimes de la criminalité.

30. Dans le contexte des défections en masse que connaît Boko Haram dans l'État de Borno depuis 2021, l'ONUDC, en coordination avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), a fourni une assistance technique au Gouvernement fédéral et au Gouvernement de l'État de Borno afin de les aider à appliquer le modèle de Borno, qui vise à faciliter la réconciliation et la réintégration à long terme des personnes anciennement associées à des groupes terroristes.

31. Avec d'autres partenaires, l'ONUDC a participé au lancement d'un projet de désengagement, d'examen, de réintégration et de réconciliation des personnes anciennement associées à des groupes armés non étatiques dans le nord-est du Nigéria (*Support for the disengagement, review, reintegration and reconciliation of persons formerly associated with non-State armed groups in north-east Nigeria*), mené conjointement par l'OIM, le PNUD, l'UNICEF et l'Office lui-même.

32. Afin de promouvoir la collaboration et l'autonomisation des jeunes dans le contexte de l'action menée pour prévenir et combattre l'extrémisme violent, l'ONUDC a organisé en mars 2024, dans le cadre d'un dialogue étroit avec des parties prenantes des Gouvernements et de la société civile burkinabé, maliens et nigériens, y compris des organisations de jeunes et des chefs de file de la jeunesse, trois réunions consultatives nationales qui visaient à recenser l'expérience acquise, les bonnes

² De plus amples informations sur l'Appel à l'action du Nigéria sont disponibles aux adresses suivantes : www.unodc.org/unodc/en/justice-and-prison-reform/strive/newsroom_nigeria-call-for-action_dec-2022.html et <https://indd.adobe.com/view/b299552a-27cc-48fc-adda-044d5c72aadf>.

pratiques adoptées, les difficultés rencontrées et les enseignements tirés au niveau national dans les trois pays. S'appuyant sur les résultats de ces réunions, l'ONUSC a organisé, conjointement avec l'Autorité du Liptako-Gourma, le premier atelier régional sur la création d'un réseau régional axé sur la jeunesse pour la prévention de l'extrémisme violent au Sahel, qui s'est tenu à Ouagadougou en juin 2024. Cet atelier a rassemblé un groupe hétéroclite de membres des Gouvernements et de la société civile des trois pays du Sahel, notamment des fonctionnaires de divers ministères et des personnes représentant le secteur de la sécurité, la société civile, des organisations non gouvernementales et de centres culturels.

33. L'ONUSC a mené une mission consultative qui a donné lieu à une évaluation des besoins en vue de l'entrée en service de la Direction générale de la police technique et scientifique du Mali. Il s'agissait d'examiner les mécanismes de coopération interinstitutions et le rôle de la Direction dans la lutte contre le terrorisme, ainsi que d'évaluer les besoins en matériel de la Direction auxquels l'Office pourrait répondre.

34. L'ONUSC a organisé une formation sur les techniques d'enquête spéciales et le traitement judiciaire des affaires de terrorisme à l'intention de 40 membres de la Brigade spécialisée de lutte contre le terrorisme et de deux membres de la magistrature nouvellement recrutés par le parquet spécialisé du Mali, qui seront en poste à Mopti.

35. Afin de renforcer les mesures prises pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent au Tchad, l'ONUSC a lancé pour le pays un projet qui a été suivi d'un atelier national sur le repérage des personnes liées à Boko Haram.

36. L'ONUSC a continué à fournir au Burkina Faso une assistance spécialisée en matière de lutte contre le terrorisme, en organisant notamment des formations sur les enquêtes, les poursuites et le jugement dans le cadre des affaires de terrorisme ainsi que sur les bonnes pratiques en matière de gestion des scènes de crime.

37. En contribution à la lutte contre la menace liée au financement du terrorisme, l'ONUSC a appuyé la création d'une équipe de formation locale spécialisée dans la lutte contre le financement du terrorisme et organisé des simulations de procès pour la Côte d'Ivoire et le Ghana. L'Office a également organisé une formation sur les enquêtes relatives aux flux financiers illicites liés aux métaux précieux au Ghana. En Côte d'Ivoire, il a appuyé l'évaluation des risques liés au financement du terrorisme dans le secteur à but non lucratif, et soutenu l'action menée dans le nord du pays pour sensibiliser le secteur à ces risques.

38. L'assistance technique fournie par l'ONUSC en Côte d'Ivoire a favorisé l'adoption d'un décret portant création d'un comité national de gel des avoirs chargé de l'application de sanctions financières ciblées, conformément aux résolutions [1267 \(1999\)](#) et [1373 \(2001\)](#) du Conseil de sécurité.

Afrique de l'Est

39. Afin d'appuyer l'information judiciaire et de traduire les terroristes en justice conformément aux normes internationales en matière de droits humains et à l'état de droit, l'ONUSC, en coordination avec la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme, a mis en œuvre à Djibouti un projet visant à appuyer l'élaboration de réglementations sur la collecte, le traitement, l'utilisation, le stockage, le partage et la protection responsables des données biométriques.

40. Au Kenya, l'ONUSC a organisé deux ateliers de formation sur les régimes de gel des avoirs fondés sur les résolutions [1267 \(1999\)](#) et [1373 \(2001\)](#) du Conseil de sécurité, afin d'appuyer l'application de sanctions financières ciblées conformément aux résolutions du Conseil de sécurité relatives au financement du terrorisme.

Afrique australe

41. L'ONUDC a continué de fournir une assistance technique étendue, notamment sous la forme d'un mentorat en cours d'emploi, aux fonctionnaires de la justice pénale au Mozambique. L'inauguration de l'antenne de l'Office à Pemba, capitale de la province de Cabo Delgado, actuellement touchée par le terrorisme, a été un événement marquant. Cette présence accrue a permis à l'Office de gagner en marge de manœuvre et en réactivité dans son assistance en lien avec la criminalité organisée, le terrorisme et le financement de ce dernier, et de renforcer ses capacités en matière de détection et de gestion des vulnérabilités et des menaces nouvelles. Pour aider les fonctionnaires à mener plus efficacement les enquêtes et les poursuites dans le cadre des affaires de criminalité organisée et de terrorisme, l'Office a fourni du matériel informatique et d'investigation au Bureau central mozambicain de lutte contre la criminalité transnationale organisée du Bureau du Procureur général et au Service national d'enquête criminelle.

42. L'ONUDC, dont l'assistance technique joue un grand rôle dans la mise en œuvre du plan d'action que le Mozambique a établi pour ne plus figurer sur la « liste grise » du Groupe d'action financière, a aidé le pays à lutter contre la criminalité financière, y compris le financement du terrorisme, en organisant une série de programmes de mentorat individualisé et de formations sur mesure sur les enquêtes financières visant à prévenir, détecter et combattre efficacement la criminalité organisée, le terrorisme et la criminalité financière associée à ces phénomènes. L'Office a également organisé une session de mentorat sur la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité relatives aux sanctions financières [résolutions [1267 \(1999\)](#) et [1373 \(2001\)](#)], à la suite de laquelle seront élaborés des protocoles de base dans ce domaine. Après avoir organisé une réunion entre le Bureau du Procureur général, le Service national d'enquête criminelle et des opérateurs téléphoniques du Mozambique, ainsi qu'avec leurs fournisseurs respectifs de services de porte-monnaie électroniques, l'Office a collaboré avec des entités concernées du secteur privé en vue de trouver des mécanismes de coopération qui permettraient de surmonter les obstacles à l'échange d'informations entre ces services et le système de justice pénale.

43. En conséquence, les institutions nationales chargées de lutter contre la menace terroriste au Mozambique ont vu leurs capacités institutionnelles s'accroître. Au début de l'année 2024, le Bureau du Procureur général a engagé des poursuites dans le cadre de la première affaire de financement du terrorisme dans le pays, grâce au mentorat de l'ONUDC. Par ailleurs, de juillet 2023 à avril 2024, le Bureau du Procureur général a ajouté 16 personnes à sa liste nationale officielle de terroristes, ce qui porte à 59 le nombre total de personnes figurant sur cette liste.

44. Afin d'aider les fonctionnaires de l'administration pénitentiaire du Mozambique à gérer les détenus terroristes et radicalisés, l'ONUDC a organisé une visite d'échange à Bruxelles, qui avait pour thème les meilleures pratiques en matière de réadaptation et de réintégration des individus associés au terrorisme après leur libération. Cette visite a été suivie d'une session de formation sur la question organisée au Mozambique. Il s'agissait, à travers ces activités de renforcement des capacités, d'aider l'administration pénitentiaire nationale à formuler des recommandations en vue de l'élaboration d'une stratégie concrète dans ce domaine, qui s'attaque efficacement aux causes profondes pour lesquelles des personnes prennent part à des activités terroristes et permette de prévenir l'extrémisme violent.

45. En République démocratique du Congo, l'ONUDC a formé un groupe d'action interinstitutions aux enquêtes sur le financement des groupes armés et terroristes en lien avec les minéraux. Il a également organisé des ateliers de formation à l'intention des autorités et du secteur privé sur l'application de sanctions financières ciblées conformes à la résolution [1373 \(2001\)](#) du Conseil de sécurité.

46. En Afrique du Sud, l'ONUDC a organisé des cours de formation destinés à renforcer les capacités en matière d'enquêtes sur les opérations de financement du terrorisme et de désorganisation de ces opérations. Ces cours ont notamment porté sur le suivi des transactions d'actifs virtuels, le fonctionnement de la criminalité liée aux

minéraux et les moyens de contrecarrer cette criminalité, et l'amélioration de l'application des résolutions 1267 (1999) et 1373 (2001) du Conseil de sécurité.

Afrique du Nord et Moyen-Orient

47. L'ONUSC a mis en œuvre un programme interrégional de lutte contre les collaborations entre terrorisme et criminalité organisée pour l'Algérie, le Burkina Faso et la Libye, notamment avec le concours de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, en vue de contrecarrer le financement des groupes terroristes et l'appui logistique qui leur est apporté, et de promouvoir la coopération transfrontière.

48. L'Office a également organisé à Riyad, en partenariat avec le Conseil de coopération du Golfe, un atelier régional visant à promouvoir les mesures pénales fondées sur l'état de droit dans le contexte de la lutte contre le terrorisme et les nouvelles menaces. Cette manifestation a rassemblé plus de 80 personnes, notamment des fonctionnaires des services de détection et de répression, des juges et des membres des parquets d'Arabie saoudite, de Bahreïn, des Émirats arabes unis, du Koweït et d'Oman.

49. L'ONUSC a apporté sa contribution dans le cadre d'un atelier régional sur les mouvements transfrontières de combattants terroristes étrangers et les enquêtes dans ce domaine, qui était organisé par INTERPOL à l'intention de pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (Algérie, Bahreïn, Émirats arabes unis, Liban, Maroc et Tunisie).

50. L'ONUSC a pris part à une manifestation régionale organisée pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient par Strong Cities Network et l'Institut international pour la justice et l'état de droit. Elle portait sur le renforcement du rôle des villes dans la prévention de la haine, de la polarisation et de l'extrémisme violent.

51. Afin de faire le point sur les priorités, les besoins et les difficultés relatifs aux ripostes juridiques et pénales au terrorisme au Liban, dans la perspective d'y fournir une assistance technique, l'ONUSC a mené à Beyrouth une mission auprès des principales institutions nationales de lutte contre le terrorisme, notamment le Tribunal militaire, le Bureau du Procureur militaire et la Police militaire.

52. L'ONUSC a organisé pour le Yémen à Amman un atelier national visant à renforcer les capacités de lutte contre le terrorisme et à améliorer la coordination interinstitutions de manière à accroître l'efficacité des enquêtes et poursuites en rapport avec des actes terroristes. Cet atelier a rassemblé 23 fonctionnaires de rang supérieur des secteurs yéménites de la sécurité et de la justice, qui venaient notamment des ministères de la justice, de l'intérieur et des affaires étrangères, ainsi que des spécialistes de haut niveau de l'Office national de sécurité, des Services de renseignement et du Ministère public.

b) Asie

Asie centrale

53. L'ONUSC a organisé deux séminaires nationaux de formation, l'un à l'intention du Tadjikistan et l'autre de l'Ouzbékistan, qui portaient sur le renforcement de la sécurité aux frontières grâce à l'utilisation d'éléments de preuve numériques dans le cadre des enquêtes liées au terrorisme.

54. L'Office a continué d'aider le Kazakhstan et l'Ouzbékistan à maintenir leurs capacités en matière d'enquêtes financières par la mise en place de systèmes professionnels.

Asie du Sud

55. Pour l'Inde et le Pakistan, l'ONUSC a organisé des ateliers nationaux sur le traitement des preuves électroniques en vue d'aider ces pays à empêcher les terroristes d'exploiter les plateformes en ligne pour inciter à commettre des attentats et les planifier.

56. En collaboration avec le Gouvernement sri-lankais, l'Office a organisé un atelier régional à l'intention du Bangladesh, de l'Inde, des Maldives, du Népal et de Sri Lanka, en vue de promouvoir la mise en commun de données d'expérience et d'enseignements relatifs à l'amélioration des stratégies globales de réadaptation et de réintégration par la collaboration multidisciplinaire. Cet atelier a contribué à renforcer les connaissances et les capacités des fonctionnaires de la justice pénale et des praticiennes et praticiens de la prévention de l'extrémisme violent s'agissant d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes de réadaptation et de réintégration efficaces et différenciés selon les genres et les âges, à travers une approche globale interinstitutions et multidisciplinaire, et dans le cadre de partenariats fondés sur la confiance avec des organisations de la société civile.

57. L'ONUDC, en coopération avec le Centre national de lutte contre le terrorisme des Maldives, a organisé un atelier national visant à promouvoir la participation des organisations de la société civile et des responsables locaux aux cadres nationaux de prévention de l'extrémisme violent et de renforcement de la résilience des populations face à cet extrémisme aux Maldives. En outre, l'Office a aidé le pays à lutter contre l'utilisation d'engins explosifs improvisés et à renforcer les mesures de répression pénale du terrorisme, en axant l'assistance sur le système judiciaire et sur le renforcement de la collaboration interinstitutions.

58. Au Pakistan, l'ONUDC a continué d'apporter un soutien global axé sur le renforcement des mesures de répression pénale du terrorisme en contribuant à la mise en place de systèmes de gestion des dossiers au niveau provincial. L'Office a également œuvré au renforcement des capacités de lutte contre les engins explosifs improvisés et autres engins explosifs en apportant un soutien en matière de manipulation sûre et efficace des explosifs et d'application des meilleures pratiques de collecte, conservation et présentation des engins explosifs en tant qu'éléments de preuve, le but étant de garantir leur intégrité dans le cadre des procédures judiciaires.

59. L'ONUDC a organisé des réunions préliminaires avec le Gouvernement pakistanaï en vue de faciliter le recrutement de spécialistes de l'aide aux victimes chargés de développer au niveau local les structures pour ce type d'aide, et élargi son assistance en matière de mobilisation de la population aux fins de la prévention de l'extrémisme violent.

60. Au Bangladesh, l'ONUDC a appuyé les activités de prévention de l'extrémisme violent en continuant d'aider la Police à améliorer ses services de proximité en vue de prévenir et combattre l'extrémisme violent.

Asie du Sud-Est

61. L'ONUDC aide l'Indonésie, la Malaisie et les Philippines à renforcer leurs capacités opérationnelles et à mettre en place des mécanismes plus efficaces d'échange transfrontière d'informations qui soient conformes aux normes et principes des droits humains et de l'état de droit, afin de faire face à la menace que représentent les combattants terroristes étrangers. En Malaisie et aux Philippines, cette aide consiste notamment à proposer aux fonctionnaires de première ligne des services de détection et de répression une formation approfondie axée sur la coopération interinstitutions, les interrogatoires, les enquêtes financières et la gestion des éléments de preuve, ainsi qu'à organiser des tables rondes sur les mécanismes d'échange transfrontière d'informations et les préparatifs en vue du retour ou du rapatriement potentiel des combattants terroristes étrangers et de membres de leur famille.

62. L'ONUDC a continué à appuyer le développement du Réseau régional de praticiens pour la prévention de l'extrémisme violent en Asie du Sud-Est en organisant, en partenariat avec le Centre régional d'Asie du Sud-Est pour la lutte contre le terrorisme du Ministère malaisien des affaires étrangères, une table ronde du conseil consultatif et une réunion régionale du groupe de travail thématique sur la communication stratégique, Internet et les médias sociaux, dans le cadre du groupe de travail préparatoire de praticiennes et praticiens de la prévention de l'extrémisme

violent en Asie du Sud-Est. La réunion régionale visait à renforcer les capacités des membres du réseau, y compris des fonctionnaires et des acteurs de la société civile, en matière de recherche et d'élaboration de stratégies de communication efficaces, y compris de stratégies spécifiquement adaptées à la jeunesse.

63. L'ONUDC a organisé un atelier régional en vue d'aider les pays d'Asie du Sud-Est à faire face à l'utilisation abusive et à l'exploitation des espaces en ligne par des groupes terroristes et extrémistes violents, tout en veillant à ce que les droits humains et les libertés fondamentales soient dûment pris en compte et protégés dans les mesures prises à cet égard. Cet atelier a aussi donné lieu à des échanges sur l'utilisation éthique de l'intelligence artificielle et des technologies de pointe dans le cadre des activités visant à prévenir et contrecarrer l'exploitation des espaces en ligne par les terroristes, notamment sur les difficultés qui se posent, les faits observés et les bonnes pratiques dans ce domaine.

64. L'ONUDC et l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice ont continué d'aider l'Indonésie à prévenir et combattre le terrorisme impliquant des armes chimiques, notamment à travers une assistance technique et des services de renforcement des capacités qui se sont déclinés sous la forme d'évaluations des risques, d'exercices de simulation visant à améliorer les interventions d'urgence et les capacités d'enquête, et d'ateliers destinés à renforcer la coopération entre les institutions ainsi qu'entre le Gouvernement et le secteur privé.

65. L'ONUDC a continué à fournir aux Philippines une assistance spécialisée en matière de lutte contre le terrorisme. Il s'est agi notamment de former du personnel d'enquête et de renseignement, des fonctionnaires des services de détection et de répression et des responsables militaires à la gestion des enquêtes et de la collecte de preuves à la suite d'explosions. La formation, qui comprenait des exercices de simulation pratiques, mettait l'accent sur les lignes directrices et les meilleures pratiques internationales et nationales. Elle était fondée sur un programme élaboré avec le soutien de l'Office qui devait être institutionnalisé dans les académies de police et les écoles militaires.

66. En outre, l'ONUDC a travaillé en étroite collaboration avec les Services de poursuite nationaux du Ministère de la justice des Philippines et les services de détection et de répression pour mettre en place des directives générales destinées à améliorer l'efficacité de la collaboration dans le cadre de la constitution de dossiers relatifs au terrorisme et au financement du terrorisme, de l'intégration des droits humains et des démarches tenant compte des questions de genre (telles que la présentation rapide des accusés devant une autorité judiciaire), de la protection des droits des victimes et des témoins, et de l'intégration des questions de genre dans les enquêtes.

67. Afin de favoriser la réadaptation et la réintégration des enfants qui ont été associés à des groupes terroristes, l'ONUDC a renforcé les capacités du personnel des services sociaux et des psychologues de 31 centres provinciaux d'Indonésie dans les domaines de la gestion efficace des dossiers et de l'évaluation psychosociale.

68. L'ONUDC a publié un manuel sur le traitement des enquêtes financières relatives au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme s'appuyant sur les cryptoactifs, afin d'aider le personnel de première ligne chargé des enquêtes.

c) Amériques

69. Pour aider l'Argentine, le Brésil et l'Uruguay à lutter contre le terrorisme motivé par la xénophobie, le racisme et d'autres formes d'intolérance ou perpétrés au nom d'une religion ou de convictions, l'ONUDC a organisé des activités de formation sur la promotion de contre-discours et la prévention des flux financiers liés au terrorisme. À la suite de ces activités, certains de ces États Membres ont fait état d'une intensification des initiatives visant à lutter contre la menace que fait peser ce type de terrorisme sur la région.

d) Europe du Sud-Est

70. En collaboration avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, l'ONUDC a commencé à mettre en œuvre un programme de formation pluriannuel sur la lutte contre le financement du terrorisme à l'intention de participantes et participants du Monténégro. Ce programme a pour principal objectif de renforcer les capacités locales, d'améliorer la coopération interinstitutions et de promouvoir les partenariats public-privé afin de lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme conformément aux pratiques internationales modernes. Pendant le premier semestre de 2024, l'Office et l'Organisation ont organisé deux cours préparatoires sur la lutte contre le financement du terrorisme en vue d'améliorer les compétences des professionnelles et professionnels du Monténégro s'agissant de la conduite d'enquêtes financières efficaces en lien avec le terrorisme.

71. Afin de favoriser le démantèlement des réseaux de financement du terrorisme, l'ONUDC a continué à fournir une assistance technique et à assurer des sessions de formation des formateurs en Bosnie-Herzégovine, au Monténégro et au Kosovo³.

e) Activités interrégionales de renforcement des capacités

72. L'ONUDC a lancé une série d'activités de renforcement des capacités à l'intention des pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe dans le but d'améliorer l'échange d'informations relatives à la lutte contre les combattants terroristes étrangers.

73. Une manifestation interrégionale organisée par l'ONUDC pour promouvoir la résilience des enfants qui ont été recrutés et exploités par des groupes terroristes en Asie du Sud et du Sud-Est (intitulée *Child resilience in insecurity contexts*) a donné lieu à l'adoption par le Bangladesh, l'Indonésie, la Malaisie, les Maldives et les Philippines des conclusions de Bali 2024⁴, qui énoncent des principes clefs à appliquer pour mener des interventions axées à la fois sur les droits de l'enfant et la sûreté publique.

74. L'ONUDC a fourni une assistance technique spécialisée au Bénin, au Burkina Faso, à la Libye, au Mali, au Niger et au Togo afin d'aider ces pays à lutter contre l'utilisation d'Internet à des fins terroristes, mener des enquêtes en ligne et traiter les preuves numériques conformément à la législation applicable et aux normes relatives à la chaîne de responsabilité et d'intégrité.

f) Activités mondiales de renforcement des capacités

75. Dans le cadre plus large de ses activités visant à donner aux jeunes les moyens de prévenir le terrorisme et l'extrémisme violent, l'ONUDC a continué à progresser dans son projet axé sur les actions menées par les jeunes dans le domaine de la prévention et de la lutte contre le terrorisme. Élaboré à la suite de consultations avec des acteurs de la société civile dans le but de donner à la jeunesse les moyens de prendre l'initiative, ce projet a donné lieu à la constitution d'un réseau mondial d'organisations de la société civile dirigées par des jeunes et axées sur la jeunesse, ainsi qu'à la création d'un conseil de jeunes dirigeantes et dirigeants habilité à sélectionner les projets qui feront l'objet de subventions et à appuyer la mise en œuvre de projets axés sur la jeunesse et dirigés par des jeunes. Ce réseau et ce conseil s'emploient à renforcer leurs propres capacités par la formation, le mentorat et le partage de données d'expérience. Un mandat a été élaboré pour permettre la gestion et le versement de subventions aux organisations de la société civile dirigées par des

³ Toute mention du Kosovo doit s'interpréter à la lumière de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité.

⁴ Pour de plus amples informations (en anglais), veuillez consulter les liens suivants :

[FINAL_Final_Conclusions_endorsing_key_principles.pdf \(unodc.org\)](#) et [Child Resilience in Insecurity Contexts : Common Efforts to Safeguard Children from Terrorism in the Indo-Pacific region \(unodc.org\)](#).

jeunes qui remplissent les conditions requises, et des consultations ont été menées avec des partenaires extérieurs pour créer des synergies entre le réseau et d'autres initiatives.

76. L'ONUDDC a organisé un procès fictif régional axé sur la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire à l'intention des pays d'Europe du Sud-Est, qui a rassemblé des fonctionnaires d'Albanie, de Bosnie-Herzégovine, de Macédoine du Nord, du Monténégro et de Serbie, dans le but d'aider les systèmes de justice pénale à mettre en œuvre plus efficacement cet instrument.

4. Coopération internationale et entraide judiciaire

77. L'ONUDDC a organisé un atelier national de formation à l'intention du Burkina Faso en vue de favoriser la coopération internationale en matière pénale s'agissant de la rédaction de demandes d'entraide judiciaire.

78. L'ONUDDC a organisé une table ronde législative interrégionale et une réunion ministérielle qui avaient pour thème les demandes de preuves électroniques à l'étranger pour l'Asie du Sud et l'Asie du Sud-Est.

B. Coordination entre les organismes des Nations Unies et partenariats

79. L'ONUDDC participe activement aux travaux du Pacte mondial des Nations Unies de coordination contre le terrorisme et à ses huit groupes de travail. Il a continué à assurer la présidence du Groupe de travail sur la justice pénale, les ripostes juridiques et la lutte contre le financement du terrorisme, ainsi que la vice-présidence du Groupe de travail sur la gestion des frontières et l'application de la loi dans le contexte de la lutte contre le terrorisme et la coprésidence du Groupe de travail sur la mobilisation des ressources et le suivi et l'évaluation.

80. Par ailleurs, l'ONUDDC a continué à coopérer étroitement avec les autres entités du système des Nations Unies chargées de lutter contre le terrorisme, en particulier avec le Bureau de la lutte contre le terrorisme, sur des questions liées aux poursuites, à la réadaptation et à la réintégration, à la lutte contre les déplacements des terroristes, à la lutte contre le terrorisme chimique, biologique, radiologique ou nucléaire et aux liens entre le terrorisme, les armes et la criminalité. En outre, l'Office a apporté sa contribution à la Réunion africaine de haut niveau sur la lutte contre le terrorisme organisée par le Gouvernement nigérian en partenariat avec le Bureau de lutte contre le terrorisme en avril 2024.

81. L'ONUDDC a collaboré avec la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme et avec l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions afin de fournir aux États Membres une assistance technique sur mesure, répondant à leurs besoins spécifiques en matière de justice pénale et leur permettant de bien appliquer les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et le régime de sanctions financières fondé sur les résolutions [1267 \(1999\)](#) et [1988 \(2011\)](#).

82. Pendant la période considérée, l'ONUDDC a notamment travaillé avec les entités régionales suivantes : African Center for Science and International Security, Association des nations de l'Asie du Sud-Est, Agence de l'Union européenne pour la coopération des services répressifs, Union européenne, Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, Organisation des États américains, Communauté de développement de l'Afrique australe et Conseil de coopération du Golfe.

C. Suivi et évaluation

83. L'ONUDDC s'est attaché à renforcer les pratiques en matière de suivi et d'évaluation dans le cadre de son Programme mondial visant à prévenir et à combattre le terrorisme.

84. En partenariat avec le Bureau de la lutte contre le terrorisme et l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, l'ONUDC a continué d'aider les entités du Pacte mondial et les États Membres à renforcer les capacités et pratiques en matière d'évaluation, notamment en contribuant activement à la diffusion du premier recueil Union européenne-ONU des bonnes pratiques en matière de mesure des résultats obtenus dans la lutte contre le terrorisme, la prévention de l'extrémisme violent et la lutte contre ce phénomène, qui a été lancé lors de la troisième Semaine des Nations Unies contre le terrorisme, à New York. Ces activités ont directement contribué à l'application des recommandations de la première métasynthèse indépendante des résultats de l'évaluation et du contrôle dans le cadre de la Stratégie antiterroriste mondiale, dirigée par l'Office.

III. Conclusions

85. Les États Membres pourraient envisager d'adhérer aux instruments juridiques internationaux relatifs à la lutte contre le terrorisme afin de renforcer les efforts coordonnés visant à répondre aux problèmes posés par le terrorisme.

86. Pour renforcer la résilience face à l'extrémisme violent et en vue de prévenir et contrer plus efficacement le terrorisme, les États Membres doivent continuer de prendre des mesures dépassant un cadre exclusivement sécuritaire face au terrorisme, notamment en investissant dans des stratégies préventives inclusives, fondées sur des approches associant les pouvoirs publics et la société dans leur ensemble, et ancrées dans les droits humains, ainsi qu'en renforçant de telles initiatives. Ces mesures devraient prévoir l'intégration de cadres efficaces dans des institutions solides et favoriser la résilience des jeunes, de la société civile et des populations locales, en tenant compte notamment des femmes, des victimes du terrorisme et des enfants, afin de s'attaquer plus efficacement aux causes profondes de la radicalisation et de l'extrémisme violent.

87. Les États Membres devraient continuer à élaborer des stratégies, des politiques et des cadres juridiques et normatifs ainsi que des mesures antiterroristes fondés sur l'état de droit, les droits humains et l'égalité entre les genres, afin de mettre en place des systèmes de justice pénale solides et responsables, conformes aux normes en matière de droits humains, et lutter efficacement contre les nouvelles menaces terroristes, notamment celles liées aux nouvelles technologies, que les terroristes peuvent utiliser pour diffuser leurs discours et atteindre leurs objectifs.

88. Les États Membres devraient continuer à renforcer la coopération multilatérale avec les organisations internationales, régionales et sous-régionales en développant et en optimisant les mécanismes de coopération existants, de manière à faciliter la coopération internationale, promouvoir les bonnes pratiques et échanger des informations pour prévenir et combattre plus efficacement le terrorisme.